

L'ONU pour la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique guinéenne

écrit par GuineePolitique© | 12 mars 2020



LE REPRESENTANT SPECIAL DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS UNIES, MOHAMED IBN CHAMBAS, CONCLUT UNE VISITE DE TROIS JOURS EN REPUBLIQUE DE GUINEE

Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a conclu aujourd'hui une visite de trois jours en République de Guinée.

A cette occasion, le Représentant spécial a réaffirmé toute la disponibilité et l'engagement des Nations Unies à accompagner les efforts des Guinéens dans la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique qui prévaut en Guinée à travers le dialogue et un engagement pour le respect des droits de l'homme.

Durant cette mission, Mohamed Ibn Chambas a été reçu en audience par

le Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha Condé. Il a également rencontré le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), l'opposition politique, la coalition des femmes pour la paix et le Conseil de l'Ordre des Avocats de Guinée. Par ailleurs, il s'est entretenu avec l'équipe-pays des Nations Unies et le groupe des partenaires qui accompagnent le processus politique en présence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire, Doyen du Corps Diplomatique.

Le Représentant spécial a appelé tous les Guinéens à la retenue, au respect et à la protection des droits de l'homme. Il les a aussi invités à privilégier le dialogue pour la consolidation des acquis démocratiques, économiques et de l'état de droit.



Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel

UNOWAS

United Nations Office for West Africa and the Sahel

Ensemble pour la paix

Together for peace

COMMUNIQUE DE PRESSE

LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES, MOHAMED IBN CHAMBAS, CONCLUT UNE VISITE DE TROIS JOURS EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Dakar, 12 mars 2020- Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mohamed Ibn Chambas, a conclu aujourd'hui une visite de trois jours en République de Guinée.

A cette occasion, le Représentant spécial a réaffirmé toute la disponibilité et l'engagement des Nations Unies à accompagner les efforts des Guinéens dans la recherche de solutions consensuelles et durables à la crise politique qui prévaut en Guinée à travers le dialogue et un engagement pour le respect des droits de l'homme.

Durant cette mission, Mohamed Ibn Chambas a été reçu en audience par le Président de la République de Guinée, le Professeur Alpha Condé. Il a également rencontré le Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), l'opposition politique, la coalition des femmes pour la paix et le Conseil de l'Ordre des Avocats de Guinée. Par ailleurs, il s'est entretenu avec l'équipe-pays des Nations Unies et le groupe des partenaires qui accompagnent le processus politique en présence de l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire, Doyen du Corps Diplomatique.

Le Représentant spécial a appelé tous les Guinéens à la retenue, au respect et à la protection des droits de l'homme. Il les a aussi invités à privilégier le dialogue pour la consolidation des acquis démocratiques, économiques et de l'état de droit.

###

Bureau de la Communication Stratégique et de l'Information Publique / Strategic Communications and Public Information Office

Kouider Zerrouk, Chef de bureau / SCPIO Chief - (+221) 33 869 85 60 / 77 332 49 28 - zerrouk@un.org
Angelita Mendy Diop, Chargée de communication / Public Information Officer - (+221) 33 869 85 47 / 76 721 78 92 - mendya@un.org
Cheikh A. Bamba Seye, Webmaster - Community Manager - (+221) 33 869 85 26 / 76 477 35 53 - seyec@un.org

● www.unowas.unmissions.org ● Facebook.com/UNOWAS ● Twitter.com/UN_UNOWAS
Ngor, route de la plage - PO Box 23 851, Dakar Ponty (Sénégal)

SCAN vidéo : Paroles d'acteurs politiques [Dalein, Sidya, Bah Oury]

écrit par GuineePolitique© | 12 mars 2020



“Les paroles s’envolent, les écrits restent” [Pas vraiment]

Archiver la parole publique, Guinée Politique suit les acteurs politiques guinéens.

Cellou Dalein Diallo, président de l’UFDG, entretien à Dakar avec Senflash7, novembre 2019. Source vidéo : [Seneflash7](#)



Cellou Dalein Diallo

Sidya Touré, président de l’UFR, plénière du FNDC le 18 novembre 2019. Source vidéo : [Fodé Baldé](#)



Sidya Touré

Bah Oury président de l'UDD, invité de TFM (Télévision sénégalaise) en novembre 2019. Source vidéo : [ici](#)



Bah Oury

Une revue hebdomadaire de **Sékou Chérif Diallo**

Comprendre la crise politique en Guinée-Bissau

écrit par GuineePolitique© | 12 mars 2020



Alors que la Guinée-Bissau s'acheminait vers une élection présidentielle, elle s'est subitement enfoncée dans une nouvelle crise politique née du limogeage, le 28 octobre dernier, du Premier ministre Aristides Gomes par le président José Mário Vaz.

Intervenue à quelques semaines seulement de la présidentielle, le 24 novembre, au détriment d'un gouvernement en charge de l'organisation de la compétition électorale, la décision a provoqué une véritable levée de bouclier au niveau régional et international.

Pour l'ONU et la CEDEAO, le gouvernement légitime demeure celui d'Aristide Gomes, et pas celui de Faustino Fudut Imbali, récemment désigné, le 31 octobre par le président Mário Vaz.

L'organisation régionale a même donné un ultimatum aux membres du nouveau "gouvernement illégal" pour qu'ils se retirent et se mettent à la disposition des "institutions légales" du pays sous peine de "sanctions sévères".

Selon la CEDEAO, l'installation du nouvel appareil exécutif contesté a "aggravé" la crise dans le pays.

Finalement, suites aux multiples pressions, le clan Mário Vaz a dû reculer et le nouveau Premier ministre démissionner ce vendredi.

La CEDEAO se prononçait ce même vendredi sur la situation de ce pays, lors d'un sommet à Niamey.

"Alors que nous sommes indépendants depuis 46 ans, certains acteurs internes et externes prétendent nous imposer une sorte de tutelle internationale", a déclaré le président Vaz au début de cette nouvelle crise.

Un comité interministériel de la CEDEAO s'est même rendu à Bissau pour essayer de faire entendre raison au Président dont le mandat actuel est censé prendre fin le 24 novembre.

Il a été dirigé par le ministre nigérien des Affaires étrangères et président du Conseil des

ministres de la CEDEAO, Kalla Ankourao.

La délégation était composée du ministre d'État et secrétaire général de la présidence de la République de Guinée, Naby Kiridi Bangoura, président de la Commission de la CEDEAO, de Jean-Claude Kouassi Brou, le commissaire pour la Paix, la Sécurité et les Affaires politiques, de Francis Behanzin et des responsables des forces ECOMIB (Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau).

Il a réaffirmé son soutien au Premier ministre Aristides Gomes, à son gouvernement et au plan gouvernemental approuvé par l'Assemblée nationale, qui, selon lui, est la preuve du soutien du parlement guinéen au gouvernement Gomes.

En outre, le communiqué de la délégation régionale a exhorté les forces de défense et de sécurité à s'abstenir de suivre des "ordres illégaux".

Rien n'y fit. Le président était resté campé sur sa position, se contentant d'évoquer les raisons qui ont sous-tendu sa décision de limogeage.

Dans un élan de défiance vis-à-vis de la communauté internationale, le président a même convoqué, lundi 05 novembre, "un conseil de défense", réunissant des militaires y compris le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée, évoquant son titre de "commandant en chef des forces armées".

Les ambassadeurs en soutien au gouvernement limogé

Les ambassadeurs des différents pays accrédités en Guinée-Bissau ont déclaré qu'il n'y a aucune raison de renverser le gouvernement

actuel

car il ne reste que quelques jours pour l'élection présidentielle.

L'avis des ambassadeurs a été exprimé ce lundi (4 novembre) par l'ambassadeur des Etats-Unis Tulinado Mussingi après une brève rencontre avec Aristide Gomes et quelques membres de son gouvernement.

“Nous ne voyons aucune raison de changer de gouvernement puisqu'il ne reste plus que 20 jours avant les élections, mais à partir de maintenant, le gouvernement Aristides continuera à travailler pour le processus démocratique”.

“Aujourd'hui, nous sommes venus déclarer notre soutien au gouvernement d'Aristides Gomes alors qu'il prépare les élections et nous continuerons à travailler avec ce gouvernement jusqu'à ce que les élections présidentielles aient lieu”, a-t-il déclaré.

Réunis ce vendredi à Niamey, les Chef d'Etats de la CEDEAO ont examiné le rapport de la Commission de la CEDEAO et réaffirmé leur soutien au Premier ministre limogé, mandaté de poursuivre l'organisation de l'élection. Il ont invité la Commission à leur soumettre des noms personnes qui entraveraient le processus, en vue de leur appliquer sanctions ciblées.

« La Conférence décide de l'envoi à Bissau d'une mission de chefs d'État et de gouvernement dirigée par le président de la conférence [le Nigérien Mahamadou Issoufou] et composée des chefs d'État de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée et du Nigeria pour transmettre au président Vaz les

décisions de la Conférence. Cette mission sera précédée d'une mission des chefs d'état-major de la CEDEAO», annonce le communiqué sanctionnant les travaux des Chefs d'Etats.

Une histoire d'inimitié

L'inimitié

entre les deux hommes n'est pas nouvelle. Issu pourtant du PAIGC, plus

vieux parti du pays, José Mário Vaz a fini par en être exclu alors que

ses relations avec des représentants dudit parti, majoritaire à

l'Assemblée, n'ont cessé de se dégrader, y compris avec Aristides Gomes,

son nième Premier ministre en 5 ans.

Dans une déclaration rendue publique le vendredi 1er novembre, le Conseil de sécurité de l'ONU a "appelé le président José Mario Vaz et le gouvernement dirigé par le Premier ministre Aristides Gomes, chargé de conduire le processus électoral, à résoudre leurs divergences dans un esprit de respect et de coopération".

[bbc](#)